

L'ORIGINE DE LA MONNAIE (I)

par André Orléan

in *Revue du MAUSS*, n° 14, 4^{ème} trimestre 1991, p. 126-152

Introduction¹ : réalités collectives et stratégies individualistes

La majorité des économistes contemporains s'accorde pour penser le fondement de la monnaie dans l'acceptation généralisée dont elle jouit en tant que moyen d'échange au sein d'une même collectivité. Pour les modernes, cette acceptation fondatrice ne doit pas être comprise, à l'instar de la tradition métalliste qui a si longtemps dominé l'économie politique, comme le résultat d'une valeur intrinsèque possédée par la monnaie. Ainsi quand Franck Hahn cherche à cerner les conditions d'une théorie monétaire véritable, sa première phrase est-elle : « Ce qui m'intéresse est une économie où la monnaie n'a pas de valeur intrinsèque et est universellement acceptée dans les échanges². » De ce point de vue, la référence à l'or est désormais appréhendée comme un obstacle à une compréhension véritable du fait monétaire. Paul A. Samuelson n'hésite pas à écrire dans son célèbre manuel : « L'étudiant contemporain ne devrait pas être trompé, comme le furent les générations antérieures, par la croyance mystique selon laquelle la garantie-or est ce qui donne à la monnaie sa valeur. Assurément, l'or, en tant que tel, compte pour peu de chose dans ce problème³. » Ainsi la monnaie dont est préoccupée la théorie moderne est ce que les Anglo-Saxons appellent de la *fiat money*. Deux caractéristiques la définissent : l'inconvertibilité et l'absence d'utilité intrinsèque. Pour simple et claire qu'elle soit, cette définition n'en débouche pas moins sur une difficulté majeure : si la monnaie ne possède aucune utilité intrinsèque, pourquoi les agents l'acceptent-ils? S'ils ne l'acceptent qu'en fonction de l'acceptation des autres, où trouvent-ils la certitude de cette acceptation généralisée ? Ou, pour le dire autrement, quelle est la nature de l'obligation qui contraint les autres échangistes à céder leurs marchandises contre ce signe sans valeur intrinsèque ? C'est là la question essentielle pour qui s'intéresse à l'origine de la monnaie moderne, ou *fiat monnaie*.

Dans la mesure où elle s'identifie à un droit indifférencié sur l'ensemble des marchandises détenues par tous les échangistes, la monnaie suppose un accord *généralisé* des sociétaires. C'est ce que soulignent maints auteurs lorsqu'ils analysent l'acceptation monétaire comme résultant de l'action de certaines formes sociales, comme la confiance, l'habitude ou la foi, dont la spécificité réside précisément dans le fait que s'y trouve cristallisé le « consentement universel des hommes ». R. Barre insiste sur la notion de confiance, « inséparable de la notion de communauté de paiement ». F. Simiand souligne que « toute monnaie implique une croyance et une foi sociales ». F. von Wieser met l'accent sur la notion d'« habitude » qu'on trouve à la base de « l'acceptation massive » de la monnaie⁴. Dès lors que ces objets sociaux sont présents, l'acceptation de la monnaie ne pose plus aucun problème. Leur seule présence conduit chaque agent à accepter la monnaie. Comme tous les agents agissent de même, les croyances qui ont permis ce choix se trouvent validées : l'acceptation généralisée qu'elle présupposait se réalise effectivement.

Le sens commun voit dans ces croyances et dans les comportements qu'elles produisent une suspension des facultés critiques individuelles : l'adhésion à la règle monétaire qui s'y

1 La première partie de ce texte reprend, à peu de chose près, « La monnaie et les paradoxes de l'individualisme », avec l'aimable autorisation de la *Stanford French Review*.

² F. HAHN, *Equilibrium and Macroeconomics*, Basil Blackwell, Londres, 1984, p. 158

³ P.A. SAMUELSON, *Economics*, McGraw-Hill, New York, 10^{ème} éd., 1976, p. 278-279.

⁴ R. BARRE, *Économie politique*, Presses universitaires de France, Paris, 1970, 6^è éd., 2, p. 323-325.

manifeste, que ce soit sous la forme de l'habitude, de la confiance ou de la foi, procède plus d'un assujettissement mécanique que d'un calcul raisonné. La stratégie holiste consiste à reprendre à son compte cette analyse, mais pour voir, dans cette éclipse temporaire de la raison, l'effet d'une puissance sociale, autonomisée par rapport aux volontés individuelles et leur imposant ses finalités propres : la collectivité elle-même en tant qu'entité autonome. En effet, aux yeux de la conception holiste, la communauté ne se résume pas à la simple agrégation statistique des comportements individuels ; elle est dotée d'une identité spécifique qui commande aux sujets privés. C'est par son action que s'impose la primauté des finalités collectives au détriment des désirs individuels. Ce type d'approche a principalement été utilisé pour rendre compte de la manière dont les sociétés traditionnelles appréhendent l'ordre collectif. Celui-ci y est conçu comme fondé en un lointain passé religieux, dans une tradition immémoriale qui échappe aux actes individuels et s'impose à eux. La société s'institue en établissant une coupure absolue entre le temps des origines et les possibilités humaines présentes. Par là même, elle soustrait ses règles de fonctionnement à la critique des hommes. Elle se pose dans une situation d'altérité radicale par rapport aux personnes, les dépossédant en partie de leur être collectif pour doter celui-ci d'une identité spécifique. Assurément, la vision holiste des relations sociales peut prétendre fournir une image satisfaisante du phénomène monétaire, image selon laquelle, dans la monnaie, se manifeste une réalité d'essence collective, l'adhésion unanime des sociétaires, qui, au travers des croyances qu'elle impose à la conscience des agents, modifie leurs comportements et, ce faisant, garantit sa reproduction. C'est cette conception qu'on trouve exprimée sous la plume d'anthropologues lorsqu'ils écrivent : « Il n'y a pas de monnaie sans un ordre transcendant qui lui donne cette qualité d'être une matérialisation de la totalité (sociale)⁵. »

Au travers de cette conception de la monnaie se fait jour une représentation très polémique des sociétés marchandes modernes dans la mesure où elle heurte nombre de nos convictions les plus intimes, tout particulièrement l'idée selon laquelle « l'ordre qui préside à la vie des hommes en commun n'est plus un donné qui leur viendrait du dehors⁶ » : l'ordre social n'est pas dans une situation d'altérité radicale puisque ce sont les hommes eux-mêmes qui l'ont engendré. Cet ensemble de valeurs qui, par opposition au holisme, « valorise l'individu et néglige et subordonne la totalité sociale⁷ », pour qui « il n'y a plus rien d'ontologiquement réel au-dessus de l'être particulier⁸ », peut être désigné par le terme d'individualisme. Avec cette idéologie émerge une conception des institutions sociales qui dénie toute légitimité à ces formes archaïques de relations humaines que sont, à ses yeux, la confiance aveugle ou l'obéissance routinière. Cette conception des relations sociales trouve dans l'économie ou, pour le moins, de larges secteurs de cette discipline, une formalisation précise et très élaborée. En effet, la tradition économique voit dans les contrats, librement négociés par les sujets rationnels, au mieux de leurs intérêts réciproques, la relation sociale de base. En tant qu'il repose sur une adhésion consciente des sujets, le contrat est la forme emblématique des valeurs individualistes. La question à laquelle nous nous intéresserons est de savoir si, contrairement aux thèses précédentes, le fait monétaire est réductible aux relations contractuelles. Ou, pour le dire sous une forme plus polémique, la monnaie est-elle pleinement contemporaine des valeurs individualistes ? On se trouve alors confronté à un problème dont la difficulté technique vient du fait qu'il s'agit de penser la présence de réalités collectives au sein d'une vision du monde totalement allergique à de telles catégories.

⁵ C. BARRAUD, D. DE COPPET, A. ITÉANU et R. JAMOUS, « Des relations et des morts : quatre sociétés vues sous l'angle des échanges », *Différences, valeurs, hiérarchie*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1984, p. 507.

⁶ M. GAUCHET, *Le Désenchantement du monde*, Gallimard, Paris, 1985, p. 249.

⁷ L. DUMONT, *Essais sur l'individualisme*, Le Seuil, Paris, 1983, p.264.

⁸ *Ibid.*, p.73.

Toute l'économie politique témoigne de cette difficulté. Elle s'exprime dans le fait que la monnaie, en tant qu'elle est une assignation sur la société tout entière, prend une forme médite : « La monnaie est une traite sur laquelle le nom du tiré est manquant⁹. » Ainsi, conformément à notre présentation générale, si la monnaie échappe à la catégorie économique centrale, le contrat, c'est parce que, dans les civilisations individualistes, la communauté n'a plus d'identité spécifique : on ne saurait donc contracter avec elle. Ce n'est que métaphoriquement que la monnaie est appelée créance puisque nul sujet ne supporte l'obligation de remboursement. Posée dans ces termes, la question monétaire s'identifie à un problème que rencontre fréquemment l'individualisme : rendre compte des entités collectives et des règles contraignantes qu'elles imposent aux sujets au travers du simple jeu des raisons individuelles. Il s'agit de reconstruire ces réalités sur la base de la seule logique des interactions entre sujets privés, *i.e. réduire l'institutionnel au contractuel*. On sait les difficultés de telles stratégies. Leur enjeu est néanmoins fondamental. Il s'agit de démontrer la viabilité des valeurs individualistes, leur prétention à fonder un ordre social stable, cohérent, débarrassé de tout résidu holiste ; autrement dit, capables de penser l'adhésion à l'ordre collectif comme le résultat d'un calcul rationnel.

En matière monétaire, ces difficultés se doublent du fait qu'il ne s'agit pas d'une institution périphérique, mais d'une réalité à maints égards constitutive des relations marchandes, voire de la notion même d'individu. Pour cette raison, la question monétaire, dans le champ économique, s'identifie à la question de l'origine, non pas au sens de « l'origine historique », mais entendue comme une interrogation sur ce qui fonde les *valeurs marchandes*. Or, dans la mesure où elle se refuse à chercher cette origine dans un référent transcendant, comme l'or, la loi, la foi ou la confiance, l'approche individualiste est conduite à appréhender l'origine, et donc le fait monétaire, sur le mode de *l'auto-institution*. Analyser l'extériorité sociale comme auto-extériorisation est ce qui peut définir la stratégie de réduction individualiste des formes holistes. Les difficultés que rencontre un tel programme de recherches prennent le plus souvent la forme du paradoxe¹⁰ : il semble qu'on ne puisse rendre compte de l'existence de l'institution considérée qu'à condition de supposer qu'elle est déjà là ! Le phénomène monétaire illustre, de manière exemplaire, ces difficultés. C'est ainsi que G. Simmel écrit : « Le double rôle de l'argent vient de ce qu'il mesure les rapports de valeur entre les marchandises à échanger, tout en s'introduisant lui-même dans l'échange avec elles, si bien qu'il représente à son tour une grandeur à mesurer [...] L'argent fait donc partie de ces représentations normatives se soumettant à leurs propres normes. Tous les cas de ce type créent des complications et des circularités de la pensée, qui sont premières bien que solubles: le Crétois qui déclare menteurs tous les Crétois et donc, tombant sous son propre axiome, inflige un démenti à ses dires... Pareillement, l'argent, critère et moyen d'échange, surplombe les choses précieuses ; mais comme son rôle exige à l'origine un support de valeur et confère ensuite valeur à son support, il se range à son tour parmi ces choses et se plie aux normes qui émanent de lui-même¹¹. » P. Samuelson souligne également cette étroite connivence existant entre la monnaie et le paradoxe : « Paradoxe : la monnaie est acceptée parce qu'elle est acceptée¹². ». Comme tout paradoxe, il repose sur une confusion des types logiques. En effet, la proposition de P. Samuelson peut se lire de la manière suivante : « Moi, j'accepte la monnaie si le tout, l'ensemble des échangistes, accepte la monnaie. » Comme nous l'apprend la logique, dans la mesure où sont clairement distingués le « moi, je » et le « tout », l'élément et la classe des éléments, le paradoxe disparaît. Mais cette lecture logique ne nous sert à rien. Elle ne fait que souligner à nouveau ce que nous avons déjà reconnu

⁹ G. SIMMEL, *Philosophie de l'argent*, Presses universitaires de France, Paris, 1987, p. 195.

¹⁰ J.-P. DUPUY, *Cours d'introduction aux sciences sociales*, École polytechnique, Paris, 1989.

¹¹ SIMMEL, *op. cit.*, p. 113.

¹² SAMUELSON, *op. cit.*, p. 276.

comme étant à la source de nos difficultés : la monnaie n'est paradoxale qu'au sein d'une pensée qui se refuse à appréhender la totalité sociale comme radicalement distincte des individus qui la composent. D'une certaine manière, on peut dire que la confusion des types logiques est constitutive du mode de pensée individualiste. Aussi la paradoxalité s'impose-t-elle, dans la pensée moderne, comme la substance même de la monnaie. Les formes sociales comme la confiance, la foi ou l'habitude, détruisent le paradoxe dans la mesure où elles expriment l'adhésion collective envers la monnaie sur un mode autonome, comme séparée du comportement des « moi, je ». Ce faisant, la circularité propre à l'autoconstitution est rompue. C'est donc bien le refus d'une telle solution, le refus de considérer les ensembles collectifs comme des volontés actives, agissant au-dessus des hommes, à leur insu, qui crée la paradoxalité monétaire. Dans cette perspective, c'est la lecture borgésienne plutôt que russellienne du paradoxe qui s'affirme pertinente. Borges écrit en effet du paradoxe qu'il est cette imperfection que les hommes ont laissée dans le monde pour rappeler constamment à la conscience des générations postérieures que celui-ci, malgré son apparente objectivité, n'est rien d'autre qu'une invention humaine : « C'est nous qui avons rêvé l'univers. Nous l'avons rêvé solide, mystérieux, visible, omniprésent dans l'espace et fixe dans le temps ; mais nous avons permis qu'il y eût à jamais dans son architecture de minces interstices de déraison, pour attester de sa fausseté¹³. » Le paradoxe est là pour nous interdire « de prendre nos propres fantasmagories pour des apparitions autonomes¹⁴. »

Suivant ces réflexions, il apparaît que les difficultés rencontrées par l'économie politique, dans sa compréhension de la monnaie, doivent être comprises comme l'expression d'un problème plus vaste, celui que pose la cohérence des valeurs individualistes. Il est clair qu'une telle question traverse l'ensemble de la pensée moderne. Traditionnellement, elle relève plutôt de la philosophie politique ou de l'anthropologie sociale, mais nous voudrions montrer l'intérêt qu'il y a à prendre au sérieux ce qu'en dit la théorie économique. Vu l'ampleur du sujet, la réflexion proposée dans ce texte ne peut prétendre qu'à être illustrative de ce que serait une démarche qui chercherait à conjuguer systématiquement les outils formels de l'économie avec les acquis d'autres disciplines, tout particulièrement la sociologie, l'anthropologie et la philosophie politique.

Notre idée est d'interroger les différentes solutions auxquelles a recours l'économie politique pour rendre compte du fait monétaire et de montrer qu'elles expriment toutes une même inquiétude : la monnaie, en tant qu'elle est matérialisation de la totalité sociale, en tant qu'elle repose sur une certaine méconnaissance des agents vis-à-vis des conditions réelles de sa production, nous met face à une dimension archaïque des relations marchandes au sens où elle témoigne de certains modes holistes de rapport à l'ordre collectif. L'économie politique, parce qu'elle exprime, par-delà ces divisions, les valeurs individualistes, est donc amenée à voir dans la monnaie un obstacle majeur à son projet. On peut alors lire les positions des différents courants de la théorie économique comme toutes également tendues vers un même but : supprimer l'archaïsme que constitue la monnaie. Cela est-il possible ? La théorie économique a-t-elle réussi à rendre compte de la réalité monétaire sur la seule base des calculs individuels ? La première partie de ce texte sera consacrée à cette question. Notre réponse sera négative : *dans la monnaie se révèle un certain inachèvement de l'ordre individualiste*. Cette thèse a de nombreuses implications quant à la compréhension des rapports entre monnaies primitives et monnaie moderne. En effet, elle appelle, conformément aux analyses de certains anthropologues, un renversement de perspective au terme duquel il s'agit de « se demander non pas si la monnaie (primitive) se conforme ou non à une des définitions possibles de la monnaie moderne, mais plutôt si elle ne révèle pas en celle-ci des propriétés insoupçonnées. Il nous semble en effet que monnaie (primitive) et monnaie

¹³ J.-L. BORGES, *Enquêtes. 1937-1952*, Gallimard, Paris. 1957 p 162

¹⁴ *Ibid.*, p. 161.

moderne sont toutes deux et d'abord monnaie. Ce n'est pas tant la monnaie qui est de nature différente, mais tout ce qui l'entoure¹⁵ ». La seconde partie de ce texte sera consacrée à l'analyse des relations entre monnaies primitives et monnaie moderne. Cette étude nous permettra de mieux comprendre ce qui constitue l'originalité propre à l'usage moderne de la monnaie.

1. L'inachèvement monétaire ou l'impossible transparence

La conception monétaire la plus largement répandue en économie est ce qu'on appelle la théorie quantitative de la monnaie. Nous commencerons par l'étudier. On y voit pleinement les difficultés que rencontre cette discipline dès lors qu'elle est confrontée à la monnaie. On y verra que la réconciliation entre valeurs individualistes et monnaie n'y est obtenue que grâce à une quasi-disparition du fait monétaire.

La neutralité monétaire ou la disparition de la monnaie

La monnaie jouit, au sein de cette théorie, d'un statut très particulier. On peut l'analyser en suivant la dichotomie proposée par P. Samuelson. Celui-ci distingue dans le phénomène monétaire une dimension qualitative et une dimension quantitative. D'un point de vue qualitatif, la monnaie est essentielle. Elle est l'institution fondatrice des économies de marché et les économistes ont longuement démontré l'inefficacité des systèmes de troc. « Mais une fois que l'avantage qualitatif a été réalisé grâce à l'adoption de structures marchandes utilisant la monnaie M, le niveau *quantitatif* de M n'a aucune importance¹⁶. » L'image traditionnelle qu'utilisent les économistes depuis John Stuart Mill est celle de la monnaie comme « lubrifiant des échanges ». Pour désigner cette indifférence de l'économie vis-à-vis de la quantité de monnaie, on utilise le terme de *neutralité* de la monnaie. Cela signifie que les échanges et la production ne sont modifiés ni en niveau ni en structure par des variations dans la quantité de monnaie émise. Ils ne dépendent que des données réelles de l'économie, à savoir les technologies disponibles, les ressources utilisables et les préférences des consommateurs. Les variations dans l'offre de monnaie ne modifient que le niveau général des prix. Pour reprendre l'analyse de D. Patinkin, on peut décrire la neutralité de la monnaie par le fait que ni les prix relatifs, ni les échanges, ni la production ne sont affectés par la transformation de l'économie monétaire en une économie de troc¹⁷ : pour ce qui est de la détermination des variables économiques réelles, tout se passe comme si on se trouvait dans une économie sans monnaie. C'est la comparaison avec le langage qui s'impose ici à l'esprit. En effet, dans la mesure où le langage permet l'expression des pensées sans perturber leur sens, on y retrouve la même dualité : d'un côté, l'importance qualitative, à savoir permettre la communication ; de l'autre côté, la neutralité par rapport aux données « réelles » que sont les significations transmises par le langage. Autrement dit, si la monnaie est neutre, c'est qu'elle n'est qu'une pure forme sans action sur la constitution des relations interindividuelles. Celles-ci ne dépendent que des données réelles de l'économie. De manière tout à fait révélatrice, l'économie parle, dans le cas contraire, d'*illusion monétaire*. Dans une telle conception, l'existence de la monnaie ne saurait donc être mise en cause puisque à aucun moment elle ne vient restreindre la liberté des sujets marchands. Elle n'est source d'aucun conflit ; elle n'est qu'un simple outil qui offre à chacun, sans discrimination, ses services.

¹⁵ BARRAUD et al., *op. cit.*, p. 507.

¹⁶ P.A. SAMUELSON, « Classical and Neo-classical Monetary Theory », in R.W. CLOWER (ed.), *Monetary Theory*, Penguin Education, 1973, p.170-190.

¹⁷ D. PATINKIN, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, Presses universitaires de France, Paris, 1972, p. 96.

Si une telle analyse met en scène une certaine dualité, ou ambivalence, propre au fait monétaire, celle-ci ne dégénère pas pour autant en paradoxe. En effet, si la monnaie est à la fois indispensable et neutre, c'est selon deux directions distinctes, auxquelles sont associées deux temporalités qui ne sauraient se chevaucher. La première temporalité est celle qui correspond à la constitution de l'espace marchand. Dans ce temps, la monnaie est essentielle ; c'est elle qui permet la création de ce nouvel univers. Dans sa dimension synchronique, la monnaie efface toute trace de cette origine pour ne plus exister que comme simple outil. Cette dichotomie, dont le temps est le porteur, permet d'éviter les paradoxes de l'auto-institution : la qualité sociale, collective, du signe monétaire est totalement absorbée dans le temps de la genèse ; une fois produite, cette qualité se présente aux yeux des agents comme une donnée, comme une ressource qui est à leur entière disposition. La monnaie est alors acceptée par les individus en raison des services qu'elle procure. Pour finir de présenter cette théorie, il convient de réfléchir sur la manière dont ont été formalisés les services rendus par la monnaie.

On distingue trois motifs de détention de monnaie, à savoir le motif de transaction, celui de précaution et celui de spéculation. Conceptuellement, c'est le motif de transaction qui prime puisque s'y réfléchit cette caractéristique première des économies monétaires qu'est la multilatéralité des échanges. Le motif de transaction est présenté par D. Patinkin comme lié à l'absence de synchronisation entre les encaissements et les décaissements. Il s'ensuit un désir de liquidité de façon à faire diminuer la gêne que crée une insolvabilité temporaire. D. Patinkin présente cette gêne de la manière suivante : « L'individu à court de liquidité peut faire face à cette situation de deux façons : ou bien il peut manquer temporairement à ses engagements pour tout paiement qu'on lui demande d'effectuer — acte qui est supposé lui causer certains désagréments ; ou bien il peut reconstituer ses encaisses en obtenant pendant la semaine le remboursement (à leur valeur d'échéance) des titres qu'il détient — ce qui est supposé exiger de sa part des démarches ennuyeuses. La sécurité que procurent les encaisses monétaires contre ces deux types d'inconvénients est ce qui est supposé leur conférer de l'utilité. Il est clair, toutefois, que l'aptitude des encaisses monétaires à procurer cette sécurité dépend de leur valeur réelle et non pas nominale. De même, ce n'est que la valeur réelle des encaisses monétaires qu'il convient de prendre en compte pour les calculs d'utilité que font les individus¹⁸. » Dans cette conception, la monnaie a donc une *utilité directe*. Cela la différencie des titres qui, en général, n'ont qu'une utilité indirecte : les titres ne valent qu'au prorata de ce qu'ils permettent d'acheter, sauf ceux dont on suppose par ailleurs qu'ils sont dotés d'une certaine liquidité. Il s'ensuit que la monnaie apparaît dans la fonction d'utilité des agents au même titre que les marchandises. Le service spécifique qu'elle rend, c'est sa liquidité. Il s'agit d'une assurance contre le risque que fait courir l'incertitude existant sur l'échelonnement des paiements. Ce faisant, la demande de monnaie a les mêmes propriétés que les demandes de marchandises. Sa stabilité traduit la stabilité du besoin qu'elle satisfait, à l'instar des autres marchandises. Ce qui permet l'ajustement entre la monnaie nominale émise et l'amplitude du désir d'assurance, ce sont les variations du niveau général des prix, tout comme ce sont les variations du prix d'un bien par rapport aux prix des autres marchandises, supposant fixe le niveau général des prix, qui permettent l'équilibre entre l'offre et la demande des marchandises. Autrement dit, dès lors que la monnaie est produite, on peut la considérer comme une marchandise ordinaire, celle qui satisfait le désir de liquidité. Dans cette présentation, la nature sociale et collective du service que procure la monnaie disparaît. Son objectivité est supposée acquise une fois pour toutes, et la possession d'encaisses réelles permet de satisfaire, au niveau qu'il plaira, le motif de transaction.

¹⁸ *Ibid.*, p.101.

Une telle théorie ne laisse aucune place aux questionnements que l'introduction avait mis en scène : la monnaie est acceptée par tous puisqu'elle procure à chacun une utilité. Que cette utilité dépende *in fine* de l'acceptation par autrui du signe monétaire n'est pas jugé, à l'intérieur de ce cadre théorique, comme une question pertinente : il s'agit d'une question historique, celle de l'émergence de la monnaie. Ce que dit la théorie, c'est qu'une fois créée, la monnaie ne manquera pas d'être acceptée par les agents puisqu'elle satisfait un besoin objectif. Cette conception de la monnaie permet de résoudre d'une manière très particulière les difficultés que pose son statut d'objet collectif, difficultés que nous avons recensées précédemment : en les faisant *disparaître*. Cette disparition est double. Dans un premier temps, elle consiste à assimiler la formation de la monnaie à une question historique. Mais une telle construction serait insuffisante si le déroulement même des échanges faisait réapparaître sur le devant de la scène, ce que l'histoire devait absorber, à savoir la question de l'« acceptabilité » de la monnaie. Aussi la première disparition doit-elle être poursuivie dans une seconde qui garantit qu'aucune suspicion sur la qualité monétaire ne pourra émerger des échanges eux-mêmes. Cette seconde disparition est obtenue au travers du concept de neutralité. En effet, la neutralité signifie que la monnaie ne se trouve impliquée ni dans la détermination des rapports interpersonnels, ni dans la constitution des objectifs individuels. Autrement dit, la circulation des marchandises ne voit dans la monnaie qu'un moyen extérieur à elle-même. Cette double disparition neutralise tout questionnement spécifique qui porterait sur la nature sociale de la monnaie. Dans un tel cadre théorique, la présence de la monnaie n'est nullement incompatible avec l'activité calculatrice des individus, c'est-à-dire avec la maximisation de l'utilité personnelle. Elle n'implique aucun aveuglement, aucune foi irrationnelle, aucune habitude compulsive pour être acceptée : aussi son existence ne viole-t-elle en aucun cas la conception individualiste des relations sociales.

Cette présentation, malgré son incontestable élégance, ne nous semble pas totalement satisfaisante : elle fait disparaître le problème plus qu'elle ne le résout. On ne peut considérer que les qualités monétaires soient acquises une fois pour toutes ; que le mouvement des échanges, au travers du motif de transaction qu'il fait naître, en assure la reproduction sans heurt. Les crises monétaires, sous des formes variées, nous rappellent que les monnaies sont mortelles. Continuellement, de manière plus ou moins latente, la société marchande interroge sa monnaie, sonde l'aptitude de celle-ci à remplir sa fonction d'intermédiaire impartial des échanges. Comment s'exprime ce questionnement ? Quels en sont les déterminants ? Conformément à une tradition où l'on trouve des théoriciens aussi prestigieux que K. Marx et J. M. Keynes, nous pensons que c'est la monnaie en tant que moyen de réserve qui constitue le lieu où ce soupçon s'élabore.

Thésaurisation et raison critique

K. Marx remarque que, dans les fonctions d'unité de compte et de moyen de circulation, la monnaie ne se donne à voir que sous des formes partielles, fragmentaires, ce qu'il appelait, respectivement, la monnaie idéale et la monnaie symbolique ; alors que dans la thésaurisation, c'est la *monnaie réelle*, « la monnaie proprement dite », qui apparaît. En tant que monnaie idéale ou symbolique, la monnaie peut être remplacée par des symboles d'elle-même. En effet, dans la répétition inlassable du mouvement des échanges, la monnaie se dématérialise : « Son existence fonctionnelle absorbe son existence matérielle », mais, dans la thésaurisation, la monnaie se donne à voir dans toute sa plénitude, elle « se dresse face aux marchandises usuelles comme l'unique incarnation adéquate de leur valeur ». K. Marx sent à quel point l'expérience de la thésaurisation est traumatisante pour l'harmonie des relations marchandes : elle met en péril la continuité des échanges. En dissociant les actes de vente et d'achat, la monnaie thésaurisée n'apparaît plus comme un simple outil à la disposition de tous,

mais comme le lieu d'un pouvoir effectif que chaque particulier peut exercer sur la circulation des marchandises. Cette émergence trouble la rigueur de l'ordre quantitativiste. On voit réapparaître ce que le concept de neutralité avait refoulé, à savoir la monnaie comme force sociale : dans la thésaurisation, « la puissance sociale devient puissance privée des particuliers¹⁹ ». Le danger que ce type de comportement fait courir est d'autant plus grand que la demande de thésaurisation « n'a, de par sa nature, ni règle ni mesure ». Contrairement à la demande de monnaie, telle qu'elle se déduit du motif de transaction, la demande de thésaurisation que considère K. Marx est fortement instable. S'y exprime, sous la forme la plus absolue, l'arbitraire individuel. Aussi, pour K. Marx, sa logique relève-t-elle essentiellement de la psychologie, et, plus spécifiquement, de la psychologie de l'avarice.

L'ensemble de ces réflexions peut être interprété de la manière suivante : dans la circulation, la rationalité individuelle n'oppose aucun obstacle à la reproduction des conditions établies, elle en est même le support essentiel. Mais la thésaurisation modifie cet état des choses. Elle exprime la possibilité de revendications individuelles, idiosyncrasiques, violant le caractère systémique de la circulation. On peut également décrire ce basculement par le fait que, dans la thésaurisation, la monnaie cesse de n'être qu'un moyen neutre pour être recherchée en tant que telle. Cette apparition de la monnaie réelle perturbe l'harmonie des relations marchandes. Comment comprendre une telle dynamique ? Il nous semble que K. Marx ne réussit pas à développer pleinement cette analyse. En particulier, la nature de la puissance que procure la monnaie et, conséquemment, les raisons qui poussent les agents à être des thésauriseurs restent floues. C'est J. M. Keynes qui va nous permettre de préciser ces comportements et leur signification.

Dans la théorie keynésienne, la demande de thésaurisation est étroitement liée à une conception très particulière de la temporalité marchande : « Notre désir de détenir de la monnaie comme réserve de valeur est une mesure du degré de défiance que nous éprouvons vis-à-vis de nos propres calculs et conventions concernant le futur [...] La possession de monnaie apaise notre inquiétude. » Les réflexions précédentes, concernant le motif de transaction, avaient également mis en avant le rôle essentiel joué par l'incertitude dans la formalisation de la demande de moyens de transaction. Mais l'imprévisibilité, que considère J. M. Keynes, est d'une nature différente de celle analysée par D. Patinkin. Il s'agit d'une imprévisibilité qui dépasse la seule incertitude sur l'échelonnement des paiements futurs. Dans le monde keynésien, l'avenir n'est qu'un ensemble de virtualités plus ou moins plausibles, dont l'actualisation dépend des actions humaines. Si, aujourd'hui, dominent un certain nombre de conventions qui donnent sens aux décisions individuelles, demain tout dépend de la manière dont ces représentations vont se modifier. Conformément aux idées de G. S. Shackle, l'incertitude est épistémique. Elle est fonction de l'évolution des connaissances. Il s'ensuit que chacun est en droit, et cela de manière tout à fait rationnelle, de mettre en doute la pertinence des croyances qui, aujourd'hui, gouvernent l'activité économique. C'est l'existence d'une faillibilité consubstantielle à la connaissance humaine, qui est reconnue dans cette incertitude. Dans un texte antérieur, nous avons souligné les liens existant entre cette approche et la conception poppérienne du savoir scientifique²⁰. Ce doute systématique, plus ou moins larvé selon les personnes, s'exprime sous la forme d'un désengagement, d'un retrait de la circulation. Lorsque, pour des raisons quelconques, cette défiance potentielle augmente, elle pousse les agents à se désengager des activités risquées, à vendre leurs actifs, réels ou financiers, pour acquérir de la monnaie ; ce qui, en termes keynésiens, se nomme une course à la liquidité. Le sujet, grâce à la détention d'argent, échappe à toute décision impliquant une activité concrète. Il appréhende le monde comme un ensemble de virtualités entre lesquelles

¹⁹ K. MARX, *Le Capital*, trad. J. Roy, Garnier-Flammarion, Paris, 1969, livre I, p. 108.

²⁰ A ORLÉAN, « Pour une approche cognitive des conventions économiques », *Revue économique*, 40, n° 2, mars 1989, p. 241-272.

il n'a pas à choisir. Le thésauriseur se trouve dans une situation d'attente totale, de hors-jeu, de repli sur soi. La détention d'argent lui assure une flexibilité parfaite de sa position. Elle lui permet de s'adapter à toutes les situations futures. G. S. Shackle ne dit pas autre chose quand il indique : « Une économie monétaire est une économie où est reconnue l'insuffisance permanente des données permettant un choix rationnel. Car la monnaie est le moyen grâce auquel la décision peut être reportée jusqu'à l'obtention d'une meilleure information²¹. » Soulignons le caractère particulier d'une telle attitude. Dans la thésaurisation, le doute apparaît dans toute sa plénitude : il s'y exprime comme pure critique des valeurs et croyances existantes sans nécessité de proposer des hypothèses alternatives. Cette attitude exprime de la manière la plus adéquate les valeurs individualistes au regard desquelles est rationnel l'individu qui met en doute les habitudes et les croyances. Comme l'écrit R. Bouveresse, « la prise de conscience de la faillibilité est l'acte de naissance de l'homme rationnel²² ». C'est bien la monnaie, en tant que moyen de réserve, qui est l'instrument pratique de cette raison critique. En effet, c'est la détention privée de monnaie qui permet aux individus d'exprimer leurs doutes quant à la justesse des convoitises prévalentes. C'est donc dans l'apparition de la monnaie comme moyen de réserve, autrement dit dans la rupture de la circularité, que se concentre la spécificité des valeurs individualistes. Nous aurons à revenir sur cette hypothèse dans notre analyse des monnaies primitives. Notons que la monnaie comme moyen de réserve met en scène une situation fort paradoxale : la thésaurisation suppose une confiance dans le signe monétaire conjuguée à une défiance vis-à-vis des activités concrètes qui pourtant en sont la garantie ultime ! En effet, que pourrait valoir la monnaie si chacun, abandonnant toute activité productive, ne faisait plus que thésauriser ? Ce qui se trouve porté à son paroxysme dans la thésaurisation, c'est le fait que la croyance collective dans la pérennité de l'argent puisse exister de manière partiellement autonome. Cette capacité de la monnaie à exprimer la confiance dans l'ordre monétaire au-delà même des conditions réelles de son existence est ce que nous appellerons la légitimité. La légitimité est ce qui autorise l'activité critique. Elle atténue les pressions au conformisme ; elle diminue l'empire des contraintes de production. Elle fait émerger une représentation du temps telle que le futur s'y lit comme ensemble de virtualités et d'innovations. Jusqu'à quel point cette institution sociale est-elle compatible avec une pleine conscience des opérateurs ? Telle est la forme que prend la question monétaire.

Spécularité et sens commun

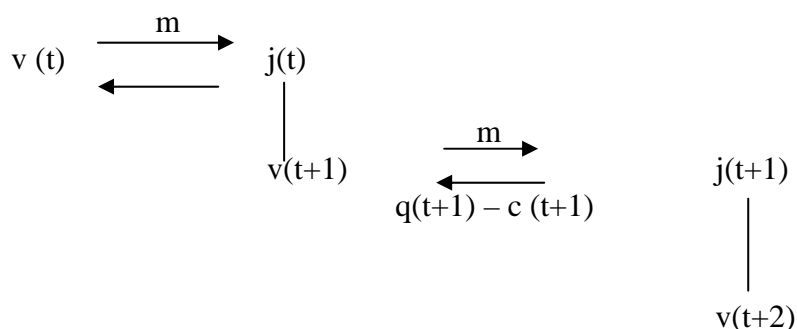
Pour répondre à cette question, il faut partir de l'analyse des comportements individuels qui sont à la base de la thésaurisation. L'idée générale est la suivante : un individu ne décidera de détenir de la monnaie, pour se prémunir contre les errements de la chance, que s'il est assuré que sera préservée la capacité d'achat de cette monnaie. Il doit donc répondre auparavant à la question centrale : quelle sera la valeur demain de cette monnaie que je thésaurise aujourd'hui ? Dans la mesure où la valeur de la monnaie ne fait qu'exprimer sa capacité à se procurer des marchandises, cette valeur dépend du niveau général des prix. Plus précisément, si on note P_t , le niveau général des prix à l'instant t , et si M_t désigne la quantité nominale de monnaie que détient l'individu à l'instant t , la valeur réelle de la monnaie en $t + 1$, *i.e.* la quantité de biens qu'elle permettra d'acquérir à cette période, est égale à M_t/P_{t+1} . En période fortement inflationniste, c'est-à-dire lorsque P_{t+1} est très supérieur à P_t , la détention d'encaisses est coûteuse puisque l'inflation en fait décroître la valeur réelle : pour la même quantité nominale de monnaie, la quantité des biens que l'on peut acquérir diminue fortement.

²¹ G. L. S. SHACKLE, *Epistemics and Economics*, Cambridge University Press, 1972, p. 160.

²² R. BOUVERESSE, *Karl Popper*, Librairie philosophique J. Vrin, Paris, 1981, p. 12.

Cette situation peut engendrer une fuite devant la monnaie et une recherche des marchandises réelles. Ce qui apparaît dans ces réflexions est le fait que le comportement de réserve dépend étroitement de l'anticipation que fait l'agent sur le niveau des prix de la période suivante. Mais dès lors que ce prix, P_{t+1} , dépend des comportements des agents en $t + 1$, puisqu'il dépend à l'évidence de leur comportement de demande, il dépend de l'anticipation que feront, en $t + 1$, ces agents sur le niveau des prix en $t + 2$. Il est clair que le raisonnement ne s'arrête pas à $t + 1$, mais continue jusqu'à l'infini. La détention de monnaie à l'instant t dépend d'une chaîne infinie d'anticipations sur les anticipations des mêmes agents aux périodes suivantes. Comprendre quelle est la valeur de la monnaie à l'instant présent impose de résoudre ce problème. Notons que nous avons déjà rencontré un problème similaire dès l'introduction, lorsque nous avons vu que l'acceptation par un agent i d'un signe sans valeur, la monnaie, en contrepartie d'une marchandise, dépend de l'anticipation qu'il fait sur l'acceptation future par l'agent j de ce même signe. Mais dans la mesure où l'acceptation par l'agent j dépend, à son tour, de son anticipation sur l'acceptation par un nouvel agent k , nous sommes confrontés au même réseau infini d'anticipations croisées. Nous appellerons « spécularité » ce comportement d'anticipations réciproques de tous les agents vis-à-vis des autres. On démontre ainsi, comme nous en avons exprimé préalablement l'intuition, que la question de la monnaie réelle, ce qu'on a appelé la légitimité de la monnaie, et celle que pose l'acceptation par tous du signe monétaire sont une même question. Toutes deux mettent en scène une forme particulière d'intersubjectivité, la spécularité.

La théorie monétaire récente s'est intéressée de près à cette question grâce à un type de modèles particuliers, les modèles à générations imbriquées. Ces modèles ont été construits pour rendre compte de la possibilité d'existence de la fiât monnaie, c'est-à-dire une monnaie qui, contrairement aux thèses défendues par D. Patinkin, n'a aucune utilité directe, comme celle qui se déduit de sa capacité à satisfaire le motif de transaction. Ces modèles ont la structure suivante. A chaque date t , on connaît deux catégories d'agents : les jeunes, $j(t)$, et les vieux, $v(t)$. A la date suivante, $t + 1$, les jeunes sont devenus vieux, $v(t + 1)$; les vieux $v(t)$ ont disparu et une nouvelle génération de jeunes, $j(t + 1)$, est apparue. Il n'y a dans cette économie qu'un seul bien, q , qui, étant non stockable, ne peut se transmettre d'une période à l'autre. Le problème est alors le suivant : supposant que les vieux ne peuvent plus travailler, comment les jeunes peuvent-ils réaliser leur désir de transmettre une partie de leur richesse de façon à pouvoir acquérir, étant vieux, les biens dont ils ont besoin pour vivre ? Si cette question est délicate, c'est que, conformément à notre exposé introductif, il n'existe pas de relations contractuelles qui permettent de réaliser ce désir. En effet, si les jeunes sont disposés à échanger une partie de leur production courante contre des créances qu'ils renégocieraient à la période future pour acheter une partie de la production des $j(t + 1)$, aucun agent n'est susceptible d'émettre une telle créance. En effet, la seule catégorie envisageable est celle des vieux, mais, disparaissant en $t + 1$, elle ne saurait constituer la classe débitrice. La monnaie permet de surmonter cette déficience des relations contractuelles privées. Pour le montrer, supposons que les vieux de la période t , $v(t)$, possèdent une quantité m de monnaie. Soit $q(t)$ la quantité produite par les jeunes $j(t)$ et soit $c(t)$ leur consommation. Les jeunes désirent alors échanger $q(t) - c(t)$ contre la monnaie m détenue par les vieux. On a le schéma :



Dans un tel schéma, il apparaît clairement que la monnaie n'est pas un contrat privé. En effet, l'acquisition par les jeunes de la monnaie m n'implique aucune obligation de la part de qui que ce soit. Cette détention de monnaie ne reflète que l'anticipation par les membres de $j(t)$ du fait que les $j(t + 1)$, à leur tour, accepteront d'échanger leur surplus contre m . En aucun cas, elle ne résulte d'une quelconque obligation que les jeunes $j(t + 1)$ auraient contractée envers les jeunes $j(t)$. L'acceptation par les jeunes $j(t)$ de la monnaie m détenue par les $v(t)$ répond à une logique spéculaire. Elle concentre une chaîne de croyances sur le comportement des générations à venir. Cette chaîne de croyances, qui constitue la spécularité, excède le cadre des relations interindividuelles. Pour reprendre les termes de notre introduction, ce qui s'y trouve exprimé, c'est la présence d'une entité très particulière, la société marchande en tant que telle, comme fondant une durée collective qui transcende l'ensemble des destins particuliers. Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement? Comment s'exprime l'intersubjectivité spéculaire? Pour répondre à ces questions, l'analyse des résultats tirés du modèle est intéressante, même si, comme nous y reviendrons, elle laisse nombre de problèmes en suspens.

Le résultat fondamental est qu'effectivement ce type de modèle admet des *équilibres monétaires*, pour une large gamme de conditions initiales. Un équilibre monétaire est une situation où la monnaie est effectivement acceptée par les protagonistes, ce qui, techniquement, s'exprime dans le fait que le prix de la monnaie est strictement positif. Dans un équilibre non monétaire ou autarcique, le prix de la monnaie est nul. Mais, plus fondamentale encore pour notre propos, est l'existence d'un type d'équilibres très particuliers, ce qu'on appelle *les équilibres de taches solaires*.

Considérons la théorie T selon laquelle il existe une dépendance fonctionnelle entre le prix de la monnaie, p , et une certaine variable aléatoire, α , de telle manière que l'on puisse écrire $p=T(\alpha)$. Par exemple, s'il y a des taches solaires, le prix vaut p_1 , dans le cas contraire il vaut p_2 . Selon la conception jusque-là dominante en économie, si la variable α est « extrinsèque », autrement dit si elle n'apparaît pas dans les équations d'offre et de demande, elle ne saurait avoir d'effet durable sur le niveau des prix. La théorie associée est également qualifiée d'extrinsèque. Or, ce que décrivent les équilibres de taches solaires, c'est l'existence de nombreuses théories extrinsèques qui se trouvent effectivement vérifiées dès lors que l'ensemble des agents croit en leur pertinence. Il y a *autoréalisation des croyances* en ce que, dès lors que les agents les font leurs, ces croyances se trouvent corroborées par le jeu des échanges marchands : les prix peuvent dépendre des taches solaires même si les taches solaires n'affectent en aucune façon les variables fondamentales de l'économie. La croyance unanime en cette théorie suffit à l'autovalider. La raison d'une telle configuration est liée à la structure même de la spécularité qui fait dépendre la validité d'une croyance de la croyance d'un autre agent, de telle manière qu'on peut concevoir qu'il y ait des croyances qui, si elles sont partagées par tous, satisfont aux contraintes qu'impose la dynamique spéculaire. C'est ce

que prouve rigoureusement la théorie des équilibres de taches solaires. Ces résultats nous informent beaucoup sur la nature de l'intersubjectivité spéculaire. Ils nous disent qu'un des modes d'expression de la spécularité consiste en l'extériorisation d'une variable, ce qu'on a appelé α , *a priori* largement indéterminée, qui est telle que la croyance unanime en sa pertinence s'autovalide. Nous avons affaire à un processus du type « prophétie autoréalisatrice ».

On peut penser que la convergence des représentations individuelles sur une même croyance est le mode « normal » d'expression de la spécularité. On y voit la communauté s'y mettre à distance d'elle-même sous la forme d'un objet extérieur, la variable α . Cette variable exprime l'état des croyances de la communauté considérée, ce qu'on peut également appeler le sens commun. Elle apparaît sur le mode de l'évidence. Cette extériorisation conduit à une modalité d'expression de la spécularité particulière puisque l'anticipation du comportement d'autrui s'y confond avec la simple anticipation de la variable en question. L'intersubjectivité n'y prend plus la forme d'un questionnement sur l'autre. Le savoir commun de la représentation $T(\alpha)$, l'adhésion de chacun à cette théorie, absorbe toutes les interrogations sur le comportement des autres : une fois acquise cette croyance commune, seule importe la valeur effective de cette variable. Comme l'explique J.-P. Dupuy, la spécularité infinie se confond avec une spécularité nulle se greffant sur l'émergence d'un objet reconnu par tous²³. L'extériorisation de α sur le mode de l'évidence propre au sens commun est exactement ce que nous avons appelé légitimité, à savoir *la stratégie sociale qui autonomise la croyance en la déplaçant sur un objet extérieur à elle-même et qui pourtant l'exprime*. Telle est la théorie de la légitimité monétaire qui émerge. Ses moments constitutifs en sont l'unanimité, l'autovalidation, l'indétermination et l'extériorisation. Dans l'objet qui l'extériorise, la confiance dans la monnaie apparaît comme réifiée et autonomisée par rapport aux volontés individuelles. Tout se passe *comme si* la qualité monétaire était une donnée s'imposant à tous. Mais cette représentation elle-même est une création du processus spéculaire. Ainsi se déploie pleinement cette autonomie paradoxale qu'acquiert, dans le phénomène de légitimité, la monnaie.

Légitimité et opacité sociale

Cette théorie laisse de nombreux points dans l'ombre, tout particulièrement quant au processus conduisant à l'émergence effective de l'unanimité sur une théorie et au processus qui transforme cette unanimité en évidence relevant du sens commun, ce qu'on a appelé l'extériorisation. Or ce dernier point est fondamental. En effet, l'analyse des mouvements spéculatifs, tels que les connaissent les marchés financiers ou les marchés des changes, montre pleinement qu'une croyance collective peut facilement se déliter si elle n'est ancrée que sur des calculs. Autrement dit, l'attitude calculatrice, qui conduit chaque individu à choisir un moyen de réserve en fonction d'une anticipation sur les croyances des autres, peut certes conduire à une unanimité sur un certain signe, mais cette unanimité contingente est-elle stable ? Comme on vient de le voir, le modèle à générations démontre que l'objet sur lequel l'unanimité se porte a un caractère conventionnel : le moyen de réserve est indéterminé et il existe une multitude d'objets qui permettent les transferts de valeur. Aussi, au regard de cette théorie, toute croyance qui penserait l'élection de l'objet considéré comme l'effet de ses qualités intrinsèques relèverait de l'illusion. Etre dans une pure logique du calcul c'est donc reconnaître la pleine conventionnalité des objets élus. *La question qui est alors posée est de*

²³ J.-P. DUPUY, « Common Knowledge et sens commun », *Cahiers du CRÉA*, n° 11. avril 1988, p. 11-51.

déterminer l'effet en retour de ce savoir sur la stabilité de la convention. Ce point est central. Selon la réponse qu'on lui apporte, ce sont deux perspectives d'analyse divergentes qui s'ouvrent à nous. Si on pense que oui, alors il est possible de concevoir la légitimité monétaire sur un mode qui ne laisse aucune prise à la méconnaissance. Les agents acceptent le signe existant, parce qu'ils savent qu'un autre aurait exactement les mêmes propriétés. Certes, l'apparition d'un signe monétaire particulier est le produit de l'évolution historique qui échappe partiellement aux individus, mais cette indétermination n'a pas d'effet sur les conduites individuelles. Dans un tel contexte, la perception cognitive des agents est conforme au processus réel qui est à la base de l'émergence de la monnaie. Il y a transparence sociale.

A contrario, notre thèse est que ce savoir est destructeur parce qu'il jette le doute sur tout objet qui prétend à la fonction de réserve et qu'en raison même de sa logique spéculaire la dynamique du soupçon peut dégénérer facilement en un processus cumulatif et autovalidant de destruction de l'unanimité. A tout moment du processus, chaque individu peut s'emparer du caractère conventionnel du signe monétaire pour en contester les jugements. Il interprétera les difficultés qu'il rencontre comme l'effet d'une inadéquation des conditions monétaires. Pour ces raisons, la stabilité nécessite une certaine méconnaissance s'exprimant sous la forme d'une « matérialisation » de la croyance. *Le processus d'extériorisation par lequel l'unanimité s'affirme comme légitime ne peut se construire sur la base des seuls calculs rationnels* ; ceux-ci ne permettent pas l'émergence de celle-là. Il y a un nécessaire écart entre le modèle formel et les croyances. Même si les agents sont persuadés de la nécessité du recours à une certaine conventionnalité des règles pour résoudre leurs problèmes de coordination, la perception théorique de cette nécessité ne suffit pas à fonder la stabilité d'une institution particulière. Cet écart qui fait obstacle au projet de transparence individualiste est précisément ce qui est au coeur de la légitimité. La légitimité, en tant qu'elle mobilise nécessairement une certaine incompréhension du propre processus qui l'engendre, oppose aux individus une certaine opacité. Cette opacité est grâce à quoi la société se constitue comme totalité partiellement déconnectée des volontés individuelles. Aussi est-elle contemporaine d'un mode de relation aux formes sociales irréductibles aux calculs : elle repose sur une certaine suspension du regard critique. Il nous semble que c'est précisément dans ce qu'on appelle la liquidité qu'apparaît ce qui échappe aux calculs individuels, comme la condition même de possibilité de ces calculs et des ajustements de marché.

Mary Douglas insiste sur le concept de légitimité²⁴. Elle souligne la dimension cognitive qui lui est attachée, à savoir le nécessaire recours à un certain type de représentations collectives pour fonder les institutions. Ses interrogations rejoignent les nôtres quand elle analyse la position d'un pur rationalisme pragmatique, aux termes de laquelle l'utilisation de ces représentations apparaît comme un détour inutile. « Mais pourquoi se référer à des morts ? La thèse pragmatique se suffit à elle-même : pourquoi ne pas simplement recommander d'éviter la violence ? La réponse est qu'une simple convention sociale serait trop transparente. Il est besoin d'un principe naturalisateur qui lui donne le sceau de la légitimité²⁵. » M. Douglas insiste sur le fait que les institutions ne sont pas de simples conventions. Elles impliquent un élément fondateur qui les stabilise en ancrant les règles sociales dans « le monde naturel ou supranaturel, l'éternité ou n'importe quel champ qui ne soit pas considéré comme déterminé socialement²⁶ ». La légitimité met toujours en scène un certain rapport à ce qui échappe à l'action des hommes. Telle est la nature de ce qui dans la monnaie, dans le fondement des valeurs marchandes, échappe à la raison critique, et

²⁴ M. DOUGLAS, *Ainsi pensent les institutions*. Éditions Usher, Paris, 1989.

²⁵ *Ibid.*, p. 47.

²⁶ *Ibid.*, p. 44.

le rend partiellement opaque par rapport aux consciences privées. Ce qui met en péril le projet individualiste.

Conclusion

Selon une conception économique ancienne, la qualité monétaire est l'effet de certaines propriétés intrinsèques du bien qui en est le support. Si cette idée n'a plus cours dans sa version métalliste, il nous semble la voir réapparaître, de manière plus sophistiquée, dans la théorie qui considère que la monnaie possède une utilité particulière, la liquidité, en vertu de laquelle elle est acceptée dans les échanges. Ici comme là, on considère comme qualité objective, à laquelle chacun peut accéder librement, ce qui n'est en fait que le résultat provisoire d'un processus social. En effet, la monnaie n'est monnaie que par la grâce de la polarisation unanime des croyances. L'approche qui se constitue autour du modèle à générations imbriquées n'a pas cette naïveté. Elle me que la monnaie ait une quelconque utilité directe et, en conséquence, ne l'introduit pas. Contrairement à D. Patinkin, dans les fonctions d'utilité individuelles. Cette démarche sait que la monnaie est le produit d'une dynamique intersubjective de type spéculaire. La démythification du fétichisme, qui, dans les approches concurrentes, entoure la monnaie, est ici poussée à son terme. On peut considérer que, de ce point de vue, cette approche est celle qui satisfait le plus pleinement aux réquisits de l'idéologie individualiste. Elle propose, en effet, une théorie où la monnaie est pensée comme autoproduction des sujets : elle émerge comme le résultat de l'effort conscient des individus pour dépasser les limites de l'économie autarcique. La position que cet article n'a fait qu'ébaucher est de considérer que ce modèle est insuffisant. Tout particulièrement, il nous a semblé que les processus qu'il expose ne permettent pas de rendre compte de la stabilité des formes monétaires. Celle-ci nécessite un élément en plus : la monnaie doit se donner pour légitime et cette légitimité ne peut se construire sur la base de la seule conscience qu'auraient les agents du nécessaire recours à des objets conventionnels. Or, seule cette conception de la légitimité répond aux exigences des thèses individualistes. Techniquement, c'est au travers de l'hypothèse d'anticipations rationnelles qu'elle se trouve formalisée dans les modèles précédents. En effet, cette hypothèse signifie que les représentations des agents sont identiques au vrai modèle de l'économie. *A contrario*, la légitimité suppose la croyance en une certaine matérialité des symboles. Aussi est-elle contemporaine d'un certain aveuglement des sociétaires. La conscience que les règles sociales incorporent nécessairement une dimension conventionnelle ne suffit pas à fonder une convention, à la prévenir contre les forces destructrices du doute. La monnaie suppose une certaine opacité, une certaine ignorance qui s'exprime dans la référence à des objets extérieurs. On peut donc dire que *la monnaie ne peut être totalement dématérialisée*. On a souligné la dimension cognitive de ce processus.

Notre thèse peut paraître, surtout aux yeux d'un économiste, comme très énigmatique. Notons, d'une part, qu'elle rejoint les critiques que formule F. Hahn dans *Monnaie et inflation* à l'égard du modèle à générations et de ses prétentions à rendre pleinement compte du fait monétaire ; même si l'approche qu'il propose semble s'éloigner de nos propositions. Notons surtout la parenté qui lie notre point de vue à la conception hayékienne des institutions. En effet, ce que comprend pleinement l'épistémologie hayékienne est le fait que la société oppose aux savoirs individuels un infranchissable obstacle. Cette opacité irréductible s'exprime sous la forme d'« une sorte de *savoir systémique*, qui est beaucoup plus que la somme des savoirs personnels que chacun de nous est capable de formuler et de transmettre, et qu'il n'est donné à personne de pouvoir consciemment reproduire indépendamment des

procédures (sociales) qui lui ont servi de véhicule²⁷ ». Ainsi, les institutions concentrent un savoir collectif qui dépasse les capacités cognitives individuelles. C'est un savoir pratique « inexprimable ou qui ne peut s'exprimer que par la médiation des actes et des décisions des gens qu'il influence²⁸ ». Ainsi, paradoxalement, comme l'écrit fort justement H. Lepage, « l'ordre du marché fait apparaître une sorte de *savoir holiste*²⁹ ». Ce caractère holiste des institutions marchandes est le produit d'une longue histoire remontant aux origines de l'humanité, une histoire dont la récapitulation intellectuelle échappe aux capacités de tout être fini. Ainsi, dans la pensée hayékienne, on retrouve cette même figure que nous avons mise à jour dans le phénomène monétaire : l'opacité de la société et de ses institutions, l'existence d'une dimension holiste qui s'oppose au rêve individualiste de transparence, le social comme déjà-là.

Pour conclure cette première partie, nous rappellerons la manière dont G. Simmel analyse ce même problème. Sa position est très significative dans la mesure où, durant de longs passages de son ouvrage *Philosophie de l'argent*, il s'est présenté, contre la conception métalliste encore vivace à son époque, comme un défenseur acharné de la thèse selon laquelle les fonctions monétaires, en particulier la capacité à mesurer les valeurs, ne dépendent nullement de la matérialité du substrat : « L'échelle que l'argent nous offre pour déterminer des valeurs n'a rien à voir avec la nature de sa substance³⁰. » *A contrario*, il insiste sur le fait que seule une dématérialisation de la monnaie lui permet de remplir pleinement cette fonction. G. Simmel ajoute : « En cela le développement de l'argent semble s'insérer dans une tendance culturelle profondément ancrée. On peut caractériser les différents niveaux de civilisation en fonction des critères suivants : dans quelle mesure et en quels points existe-t-il un rapport direct aux objets concernés et quand fait-on au contraire appel à la médiation des symboles³¹. » Ainsi cette dématérialisation de la monnaie lui paraît conforme au développement même de la rationalité humaine. Il insiste sur le parallèle qui existe entre le développement de l'argent et le développement de l'abstraction : « L'accroissement des capacités intellectuelles d'abstraction caractérise l'époque où l'argent, de plus en plus, devient pur symbole, indifférent à sa valeur propre³². » En effet, pour cet auteur, l'argent n'est que le moyen d'exprimer des relations entre la valeur des objets. Il est « le centre où les choses les plus opposées, les plus étrangères, les plus éloignées trouvent leur point commun et entrent en contact³³ » ou encore « [l'argent] est la relativité des choses faite substance, il est le sens de chacune d'elles, comme moyen d'en acquérir une autre³⁴ ». Or, il est clair que la matérialité de l'argent s'oppose au plein développement de cette capacité à exprimer la relativité des choses. En utilisant les termes de la discussion précédente, on peut identifier le processus simmelien de dématérialisation de la monnaie à l'incessant travail critique qu'opère l'individualisme, travail de démystification qui le conduit à mettre en pleine lumière la nature conventionnelle des symboles qui règlent la vie en commun. Cependant, après avoir souligné avec insistance qu'au regard de son concept, la monnaie est une forme idéale, il note : « Malgré tout, l'argent ne peut pas se défaire d'un reste de valeur substantielle, non pour des raisons internes découlant de son essence, mais à cause de certaines imperfections de la technique économique³⁵ » ; ou, plus loin, « la dissolution progressive de la valeur

²⁷ H. LEPAGE, *Pourquoi la propriété*, Hachette, Paris, 1985, p. 287.

²⁸ *Ibid.*, p. 297.

²⁹ *Ibid.*, p. 296.

³⁰ SIMMEL, *op. cit.*, p. 151.

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.* p. 157.

³³ *Ibid.* p. 281.

³⁴ *Ibid.* p. 283.

³⁵ *Ibid.* p. 166.

substantielle ne peut jamais aller jusqu'à son terme³⁶ ». Autrement dit, d'un point de vue formel, rien n'interdit que la monnaie soit un pur signe, mais certaines imperfections font que ce processus ne saurait atteindre son terme naturel. Quelles sont ces imperfections ? Selon Simmel, elles sont de deux types. Seul le second nous intéressera : « Bien que ses fonctions d'échange, vu abstraitement, puissent être assumées par un simple signe monétaire, aucune puissance humaine ne pourrait entourer un tel signe de garanties suffisantes contre les abus alors bien tentants. Manifestement la fonction d'échange et de mesure propre à tout argent se trouve liée à une certaine limitation de sa quantité, à sa "rareté" comme on dit d'ordinaire³⁷. » Autrement dit, en tant que pur symbole, extérieur à toute réalité empirique, l'argent est si indéterminé, si flottant, qu'il n'offre aucune résistance à l'arbitraire. Plus que cette possibilité, c'est l'anticipation même de cette possibilité, ce qu'on a appelé la logique du soupçon, qui rend intenable l'existence d'un signe monétaire purement abstrait, totalement désincarné, émancipé de toute règle spécifique d'émission. Il apparaît ainsi que la monnaie réelle n'est jamais adéquate à son concept, ou pour le dire dans les termes de nos réflexions précédentes, l'ordre marchand n'est jamais pleinement contemporain des valeurs individualistes. Cet écart, ce supplément que met en scène la monnaie réelle, c'est ce que nous avons défini comme étant la légitimité. Notons que penser l'écart à l'ordre idéal comme imperfection répond à une démarche qu'on retrouve fréquemment en économie.

Ces réflexions conduisent G. Simmel à considérer l'évolution monétaire comme un processus tout à fait paradoxal : il se donne pour fin un objectif qu'il est incapable d'atteindre car le fait même de l'atteindre en détruirait la possibilité : « Le passage de la fonction monétaire au pur symbole monétaire, l'affranchissement total de celle-ci par rapport à toute valeur substantielle capable de limiter la quantité d'argent, tout cela demeure donc techniquement infaisable — et pourtant l'évolution progresse comme si elle devait y aboutir [...] D'innombrables développements obéissent au même schéma : ils se rapprochent d'un objectif déterminé, qui lui-même les détermine dans son orientation, mais ils perdraient, s'ils l'atteignaient effectivement, les qualités acquises à le poursuivre [...]. Ce type de phénomène se rencontre le plus fréquemment et le plus nettement dans le cas où le sentiment, avec sa poussée, vise un objectif absolu, sans s'aviser que toute la satisfaction espérée dépend d'une approche relative de celui-ci et basculerait même en son contraire si ledit objectif était entièrement atteint³⁸. » Aussi peut-on dire que le processus monétaire suppose une certaine incompréhension de ses conditions d'existence. Une représentation fautive du processus est rendue nécessaire pour que le processus se déroule. Telle est la nature de l'opacité que suppose l'ordre monétaire ou individualiste pour exister : la représentation des finalités se fait de manière falsifiée. L'ordre individualiste se donne pour finalité la fin de toute opacité, mais ce but, il ne saurait l'atteindre sans se détruire lui-même. L'illusion propre à l'individualisme est de ne pas comprendre que l'objectif qu'il s'assigne est hors de portée. Mais on peut considérer cette opacité comme la plus petite qui soit compatible avec l'existence d'une société, au sens où elle prend paradoxalement la forme d'une croyance en la possibilité d'une totale transparence.

(A suivre)

³⁶ *Ibid.* p. 172.

³⁷ *Ibid.*, p. 168.

³⁸ *Ibid.*, p. 176-177.